



**Conférence
des Nations Unies
sur le commerce
et le développement**

Distr.
LIMITÉE

TD/B/41(1)/SC.1/L.2
28 septembre 1994

FRANCAIS
Original : ANGLAIS

CONSEIL DU COMMERCE ET DU DEVELOPPEMENT
Quarante et unième session
Première partie
Genève, 19 septembre 1994
Point 4 de l'ordre du jour

Comité de session I

DEVELOPPEMENT DURABLE : COMMERCE ET ENVIRONNEMENT - INCIDENCES
DES POLITIQUES RELATIVES A L'ENVIRONNEMENT SUR LA COMPETITIVITE
DES EXPORTATIONS ET L'ACCES AUX MARCHES

Projet de conclusions concertées soumis par le Président

1. Le Conseil a eu un échange de vues sur les incidences des politiques relatives à l'environnement sur la compétitivité des exportations et l'accès aux marchés. Ses discussions ont été facilitées et enrichies par l'excellente analyse présentée dans la documentation établie par le secrétariat de la CNUCED et par les contributions d'un groupe d'experts originaires de plusieurs régions. Les points ci-après ont été relevés.
2. Les normes et réglementations environnementales ont tendance à devenir plus strictes et plus détaillées. Les mesures de ce type ne devraient pas être utilisées comme des mesures protectionnistes déguisées. En même temps, les politiques qui visent à la réalisation d'objectifs environnementaux peuvent néanmoins avoir des effets sur l'accès aux marchés et sur la compétitivité. Le lien entre politiques environnementales, accès aux marchés et compétitivité est toutefois complexe et doit être examiné plus avant à la lumière de cas spécifiques.

3. Concernant les politiques environnementales relatives aux produits, les mesures qui traitent de la consommation et des externalités en matière d'élimination en spécifiant les caractéristiques des produits devraient être considérées comme n'importe quelle autre norme de qualité, sous réserve qu'elles soient adoptées dans des conditions de transparence, d'équité et de non-discrimination. La diffusion de l'information, l'assistance technique et la coopération technologique sont importantes dans ce contexte, en particulier lorsque les mesures envisagées peuvent avoir des effets préjudiciables sur le commerce. Les règles commerciales en vigueur dans ce domaine permettent aux pays d'établir des normes élevées de protection de l'environnement, à condition que ces normes soient appliquées selon des modalités compatibles avec les principes du GATT. Dans ce contexte, les Accords du Cycle d'Uruguay sur les obstacles techniques au commerce et sur l'application des mesures sanitaires et phytosanitaires, qui actualisent les règles existantes du GATT, revêtent une extrême importance.

4. Des mesures telles que l'écoétiquetage, l'écoemballage et le recyclage, visent principalement des objectifs écologiques. Quelques délégations ont souligné que de telles mesures pouvaient avoir des effets négatifs sur le commerce. Ces mesures peuvent avoir des effets commerciaux différents selon les pays ou les industries. Leurs incidences sur les partenaires commerciaux, en particulier les exportateurs des pays en développement et des pays en transition, devraient être pris en considération à un stade aussi précoce que possible de leur élaboration; une transparence préalable et un échange d'informations sur les mesures liées à la protection de l'environnement qui ont de notables effets sur le commerce sont d'une importance capitale. Il est de la plus grande importance pour les exportateurs de disposer d'une information fiable et rapide sur les conditions exigées. Le Groupe de travail spécial sur le commerce, l'environnement et le développement devrait contribuer à l'analyse de ces mesures dans les limites de son mandat.

5. La protection de l'environnement intéresse autant les pays en développement que les pays développés, et de nombreux pays en développement ont déjà pris d'importantes mesures pour améliorer leur environnement. Il faudrait, pour élaborer des mesures écologiques appropriées, tenir compte de la capacité de chaque pays d'appliquer de telles mesures et, dans certains cas, prévoir une application progressive des normes. Les investissements d'infrastructure constituent une priorité élevée dans le cadre des politiques

de développement durable, en particulier dans les pays en développement. Pour ce qui est des procédés ayant des incidences intérieures, chaque pays est responsable de la conception et de l'application de ses propres mesures écologiques intérieures. Dans les cas d'incidences environnementales transfrontières, les accords écologiques internationaux reposant sur la Déclaration de Rio peuvent être d'une application appropriée.

6. En ce qui concerne les procédés, des normes plus strictes sont généralement bénéfiques pour l'environnement, à condition que l'on tienne compte de la situation spécifique de chaque pays en matière d'environnement et de développement. Toutefois, étant donné que le coût d'application des normes est supporté par les entreprises, l'accroissement des coûts liés aux normes de procédés peut influencer sur la compétitivité des secteurs ou des entreprises. Il est nécessaire de poursuivre l'analyse des éventuels effets en matière de compétitivité des politiques environnementales sur les pays développés et les pays en développement, ainsi que sur les produits provenant de ressources naturelles et sur les articles manufacturés, en tenant compte d'autres facteurs influant sur la compétitivité internationale.

7. L'accès aux écotechnologies est important pour améliorer le niveau de protection de l'environnement dans les pays en développement. Il peut avoir un effet positif sur la compétitivité des entreprises de ces pays. Une assistance technique et un financement adéquat devraient être fournis aux pays en développement pour leur permettre d'intégrer efficacement dans leurs structures de production des technologies ayant des incidences positives sur le développement durable.

8. Les mesures environnementales ne devraient pas être considérées comme des mesures visant uniquement certains groupes de pays ou des mesures appliquées au détriment d'une partie du monde. Tous les membres de la CNUCED, développés ou en développement, ont un rôle à jouer dans la réalisation d'un développement durable à travers une étroite coopération.

9. Des activités informelles hors sessions, telles que le séminaire sur l'écoétiquetage et le commerce organisé par le secrétariat de la CNUCED à Genève les 29 et 30 juin 1994, pourraient utilement contribuer aux travaux du Groupe de travail spécial. La Commission permanente des produits de base analysera à sa troisième session en octobre 1994 les moyens d'améliorer la compétitivité des produits naturels offrant des avantages écologiques. Cette analyse pourrait aussi contribuer utilement aux travaux du Groupe de travail

spécial. Les activités d'assistance technique du secrétariat de la CNUCED pourraient aider les pays en développement, en particulier les pays les moins avancés, à renforcer leur capacité d'instaurer une synergie entre commerce et environnement et les aider à participer efficacement aux discussions au GATT/OMC et à la CNUCED.

10. Le Conseil a noté avec satisfaction que la Commission du développement durable avait souligné, à sa deuxième session, le rôle important de la CNUCED dans le domaine du commerce, de l'environnement et du développement. Il a également noté que la Commission avait demandé au secrétariat de faire rapport chaque année sur les activités de la CNUCED dans ce domaine. Le Conseil a recommandé que l'on continue de développer les interactions entre la CNUCED et d'autres organisations intergouvernementales et régionales s'occupant de questions de commerce et d'environnement. Les résultats des travaux du Groupe de travail spécial pourraient être une contribution utile aux travaux du Comité du commerce et de l'environnement de l'OMC.
